



HAL
open science

Chine : la pandémie évitable

Jean Ruffier

► **To cite this version:**

| Jean Ruffier. Chine : la pandémie évitable. 2020. halshs-02571692

HAL Id: halshs-02571692

<https://shs.hal.science/halshs-02571692>

Preprint submitted on 13 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chine : la pandémie évitable

Jean RUFFIER

Avril 2020

DR CNRS, Professeur émérite,

Directeur français du centre de recherches sur les organisations de l'Université SUN Yatsen

(Canton) 中山大学中法组织研究中心

Article en évaluation pour la revue « *SociologieS* »

Table des matières

Une mobilisation mondiale	2
Chaine de valeur des produits liés au Coronavirus	3
La production des masques	4
L'épisode du SARS 2002-2003	5
Les leçons de l'épisode SARS et l'application au Covid19	6
La prédation technologique chinoise	7
Un système qui accroît la probabilité d'accidents industriels	9
L'hypothèse du laboratoire P4	10
Le modèle chinois en crise	11
Bibliographie	12

Le présent article vise à reprendre un certain nombre d'informations sur le fonctionnement de la Chine, la propagation et le traitement du Coronavirus. Il considère que le mode de gouvernance chinoise actuel est pour beaucoup sinon dans l'apparition de la maladie Covid19, du moins dans sa transformation en une pandémie. Il s'appuie sur les travaux que notre équipe a menée sur la Chine depuis 1989, notamment à travers un laboratoire de recherches sur les organisations de l'Université Sun Yatsen à Canton que j'ai dirigé de 2000 à 2014 inclus. Il s'appuie aussi sur des collaborations et le soutien de nombreux collègues d'autres disciplines que nous ne pouvons citer tous, et notamment d'Isabelle Attané (Directrice de recherche à l'Institut national d'études démographiques), de Denis Vital-Durand (Professeur à la faculté de médecine de Lyon), et de Jorge Walter (CONICET-Universidad de San Andrés, Argentine). En 2002-2003, la pandémie d'un premier coronavirus avait été évitée par les actions et le comportement de la population chinoise et de ses gouvernements. Cette fois-ci, c'est à un échec que nous assistons. Espérons que les leçons en seront tirées.

Une mobilisation mondiale

Les premiers cas du Covid19 ont été pris en charge par des médecins le 27 novembre 2019. A ce moment, les médecins ne pensaient que la transmission se faisait d'homme à homme¹. Peu à peu, des unités de résidence, contrôlées par des chefs d'unité, ou de village, ont commencé à alerter les médecins, et les autorités supérieures. Selon toute probabilité, elles ont tenté de soigner en interne les malades, puis se sont tournés vers des hôpitaux qui ont vite été débordés. En fait, ces unités ont réagi selon le modèle des unités de résidence ou de vie caractéristiques du Sud-Est asiatique. Mais les autorités supérieures ont été incapables de traiter correctement les informations qui leur sont parvenues. Les institutions qui auraient immédiatement dû travailler sur les traitements et les vaccins n'ont pas été mises sur le problème. Du temps a été perdu, pendant lequel l'épidémie s'est étendue. Des études commencent à sortir qui montrent qu'un certain nombre de cas ont été repérés dans plusieurs régions chinoises dès décembre 2019, notamment à Canton².

L'hypothèse du pangolin, et/ou de la chauve-souris reste plausible. Selon les régions, la prise en charge était contrastée. On ne sait malheureusement pas ce qui s'est passé dans les régions rurales et les petites villes. Nous avons juste repéré que des contacts de chercheurs occidentaux leur ont dit que cela a été vraiment dur pour eux.

On peut dire que les pays développés d'Asie orientale ont mieux réagi et mieux fait face à l'épidémie que la Chine. Même le Viêt-Nam s'est relativement bien débrouillé et a freiné la maladie, en ayant très peu de morts. Le système de veille des cas par quartier spécifique à toute cette région asiatique a donc fait preuve d'une véritable efficacité ailleurs qu'en Chine³.

Nous ne savons pas vraiment ce qui a poussé le gouvernement chinois à paralyser entièrement son pays. Le chiffre officiel de la mortalité liée au Covid19 atteignait 200 morts en Chine quand le président XI Jinping aurait décidé de bloquer complètement la plus grande partie du territoire chinois. La maladie n'avait officiellement pas encore été identifiée. Le monde entier a alors regardé, étonné, les mesures impressionnantes de confinement prise par le gouvernement central, face à ce qu'il décrivait comme une maladie qui tuerait essentiellement des vieillards, et serait assez peu contagieuse.

L'Asie orientale a réagi assez vite, notamment grâce à des alertes données par l'OMS dès décembre 2019⁴. Mais, l'Europe se sent hors de portée. C'est l'Italie qui va déclencher l'alerte. L'Italie a resserré ses liens avec la Chine, elle se trouve la première touchée. Le virus l'atteint de manière forte, et il apparaît rapidement que la contagion est rapide et que la mortalité est forte, touchant non seulement les retraités, mais aussi la population active. L'OMS, dans laquelle la Chine a pris une place importante, tarde à déclarer une pandémie.

Dès lors, la maladie touche une à une, toutes les régions du monde, avec des réactions au début contrastées selon les pouvoirs en place. Peu de pays sont aussi préparés que les pays développés asiatiques. Pratiquement partout, on constate des manques en équipements de protection, médicaments,

¹ Marianne BASTID-BRUGUIERE (2020)

² idem

³ idem

⁴ Evelyne MICOLLIER (2020)

tests, et lits de réanimation. Lorsqu'un qu'un pays manque de protections, de tests et d'équipements médicaux adaptés, le confinement apparaît comme la stratégie la plus susceptible d'éviter que les décès n'atteignent potentiellement le millièm⁵ de la population. Même ceux des gouvernements occidentaux, qui ont mis en premier la protection de leur économie, sont obligés d'accepter des confinements pour éviter un rejet massif de leurs populations.

Lorsqu'on regarde la morbidité de cette maladie, on peut être trompés par l'énumération du nombre de décès qui sont comptés, affichés, alors que, en règle générale, ils ne représentent qu'une toute petite partie de la mortalité. Ainsi, au maximum de sa violence, la maladie n'était que la huitième cause de décès en Italie (février-mars 2020). Un rapport de l'Institut National de la Santé (Italie), effectué sur plus un échantillon de plus de 355 décès attribués au CoVid19, montre que 99% avaient des problèmes de santé identifiés antérieurs (76% de pression sanguine, 36% de diabète et 33 de problèmes cardiaques – on voit ici qu'une partie d'entre eux cumulent plusieurs problèmes)⁶. En France, on considère que la moitié des personnes comptabilisées comme victime du Covid19, seraient mortes rapidement quand bien même elles n'auraient pas été contaminées par le coronavirus.

Dans les pays qui instaurent le confinement, le Covid19 semble ne pas devoir dépasser la mortalité habituelle d'une très forte grippe, du type de celle qui a sévi en France, en 2017. Par contre, les conséquences économiques et sociales de son traitement sont d'un tout autre ordre. L'activité économique est fortement réduite, ce qui veut dire que les revenus des entreprises, des travailleurs et des États sont en forte baisse. Les pays riches décident de s'engager dans des actions correctives qui font exploser leurs déficits. Ces vies sauvées ont donc un prix non négligeable. Notons que la situation n'est guère meilleure dans les pays qui n'agissent pas contre le virus, par choix stratégique, ou par manque de moyens. En effet, la baisse d'activités des pays consommateurs se répercute sur toute la production mondiale. Elle se répercute aussi sur les échanges internationaux et on s'aperçoit à cette occasion à quel point, ces échanges contribuaient à la richesse mondiale. Tout le monde s'appauvrit, ou presque⁷.

Depuis, l'épidémie a traversé l'équateur, elle ne peut plus être appelée saisonnière. La maladie va peut-être s'arrêter seule, ou devenir endémique. Si tel est le cas, on va revenir sur le confinement avant d'avoir vaincu le virus, car on ne voit pas que l'on puisse continuer indéfiniment le blocage actuel.

Chaine de valeur des produits liés au Coronavirus

Le directeur de la santé de la France a expliqué ainsi pourquoi la France n'avait pas généralisé les masques et les tests de coronavirus comme l'a fait la Corée avec un certain succès⁸ : la France aurait pu produire dans son industrie pharmaceutique ces tests, mais elle a besoin pour cela de matières de base dont elle se fournit essentiellement en Chine et aux USA. Ces deux pays ont refusé de livrer, se gardant

⁵ Voir le centième selon l'analyse alarmiste de Neil FERGUSON (2020)

⁶ Jason OKE, Carl HENEGHAN (2020)

⁷ Comme dans toute guerre, il y a toujours des gens pour faire de bonnes affaires. Par exemple, les actionnaires des diffuseurs de biens et services sur internet devraient faire de bonnes affaires. Un autre exemple plus préoccupant est celui des chefs de guerre qui peuvent augmenter leurs territoires face à une réaction moindre des États.

⁸ En effet, le coronavirus a explosé en Corée suite à son introduction notamment à travers une église évangélique nationale. Mais cette explosion a finalement été rapidement contrôlée, surtout si on compare à ce qui s'est passé en Chine ou dans la plupart des pays occidentaux.

pour eux l'exclusivité des produits. Cela oblige à repenser nos chaînes de valeurs mondiales et notre politique extérieure. Nous avons cru que les chaînes de valeur fonctionneraient toujours car les fournisseurs ont toujours intérêt à vendre. Il faut admettre que nous nous sommes trompés. En se fournissant auprès de deux puissances en rivalité, l'une avec l'autre, nous pensions que si l'une nous devenait hostile, l'autre serait automatiquement notre allié. La domination autrefois incontestée des États-Unis est désormais contestée par la Chine. Si la Chine et les USA s'affrontent, ils sont aussi, tous les deux, en rivalité avec l'autre puissance émergente : l'Europe. Face à la pandémie, nous n'avons pas d'alliés sûrs.

Cette dépendance de l'Europe pour les matières base n'est pas nouvelle. Vers 2005, notre équipe chinoise travaillait sur les médicaments du Sida. La Chine était déjà en première ligne, mais il y avait aussi, pour les matières base, l'Inde et le Brésil. Il est possible que la Chine ait poussé ses concurrents à la faillite en utilisant sa technique étatique habituelle : sur un produit, l'État chinois va combler les pertes des entreprises chinoises de manière à ce qu'elles produisent massivement à des prix que la concurrence ne peut pas suivre. Quand les concurrents étrangers ont fait faillite, l'État chinois peut utiliser la même méthode et utiliser les mêmes moyens pour aborder alors un autre marché.

Dire que l'on devrait tout produire en France est possible, mais à condition d'accepter une augmentation sensible des prix des produits que nous réserverions à notre marché intérieur. Autrement dit, les mesures de prévention des pandémies à venir auront un coût. Elles baisseront notre pouvoir d'achat. La mondialisation a permis des progrès, mais la désindustrialisation rend les pays plus dépendants de l'étranger. Même la Chine, bien que premier producteur de respirateurs, a du mal à augmenter sa production du fait de pièces qu'il lui faut faire venir d'Europe.

L'industrialisation de la Chine a constitué une chance pour la Chine et pour le monde. La Chine a été largement aidée par ses clients occidentaux pour mettre en œuvre les technologies qui ont permis son émergence comme un des acteurs industriels majeurs. Cette émergence a permis le plus important recul de la pauvreté mondiale du dernier siècle. Un nouveau système mondial de chaînes de valeurs globales s'est constitué de manière chaotique. Ce système a permis un enrichissement d'une partie non négligeable de la population mondiale. Il a aussi contribué à une aggravation considérable de la pollution mondiale.

La production des masques

La Chine est le premier fabricant de masques du monde. Elle est aussi notre premier fournisseur. Le problème logistique avec les masques est que, lorsqu'un pays est confronté à une épidémie, il faut rapidement multiplier la consommation de masque d'un facteur cent, donc multiplier la production d'un tel facteur, à moins d'avoir des stocks quasi impossibles à gérer par leur volume. Il ne faut pas oublier que chaque maladie demande une protection adaptée. On peut se préparer à des épidémies en général, mais pas à toute nouvelle maladie. Les pénuries de masques adaptés ont pratiquement touché tous les pays, même si certains, particulièrement en Asie Orientale, étaient plus préparés et ont donc mieux fait face.

La Chine présente l'avantage sur la plupart des autres pays industriels de pouvoir multiplier rapidement la production de presque n'importe quelle fabrication. Cette caractéristique lui donne un avantage concurrentiel énorme. Notre équipe avait montré que cette souplesse se doit à une souplesse de l'administration, qui va laisser les entreprises grandir sans leur imposer a priori de normes. En période

de croissance, le recours au travail informel est plus que toléré, et les patrons sont incités, par des réunions avec les autorités, à produire plus.

Mais, il y a un hic, très bien explicité par François GODEMENT⁹. En temps normal, la Chine vend 4 à 5 millions de masques/jour pour la zone Europe. Aujourd'hui, la Chine en consomme pour elle seule environ 200 millions/jours. De plus son appareil industriel est au ralenti. Donc, elle ne peut plus fournir ses clients étrangers. Ne pouvant vendre les centaines de millions commandées, elle en donne quelques millions par-ci par-là, pour améliorer son image auprès des différentes nations. Mais, en fait, la Chine n'est pas à même de livrer, en temps utile, les commandes payantes qui lui ont été faites.

Certains remarqueront que la qualité des produits vendus par la Chine n'est pas au rendez-vous. Cela n'est pas étonnant pour nous qui avons suivi le décollage industriel de la Chine. Ce pays arrive à augmenter très rapidement la fabrication d'un produit demandé, pour peu que la technicité de sa fabrication ne soit pas trop complexe. Mais il le fait en recourant massivement à des personnes moins bien formées. En effet, lorsqu'ils ont beaucoup de commandes, les industriels se retrouvent avec des liquidités importantes. Il n'y a pas assez de personnel compétent pour assurer une production de qualité. Par contre, les liquidités peuvent être utilisées pour rendre invisible cette sous qualité, en aidant les fonctionnaires à fermer leurs yeux. La lutte contre la corruption ne cible que rarement les secteurs qui rapportent. Les performances économiques de leur zone restent un des principaux facteurs d'évaluation des responsables politiques. On peut donc faire l'hypothèse que la mauvaise qualité des produits donnés ou vendus par la Chine pour lutter contre la maladie n'est pas une stratégie du gouvernement chinois pour retarder encore le rétablissement des pays concurrents. Cette mauvaise qualité occasionnelle est plutôt conséquence d'une fuite économique en avant qui semble bien caractériser la politique chinoise de ces vingt dernières années.

L'épisode du SARS 2002-2003

Fin 2002, début 2003, notre centre de recherche à Canton est pris en plein cœur de l'épisode du premier coronavirus, dit le SRAS. A cette époque, la réaction des autorités et de la population chinoise avait presque entièrement confiné le virus à l'intérieur de la Chine¹⁰.

Rigas ARVANITIS écrivit alors un article dans lequel il montra que si les chercheurs chinois en virologie étaient d'un niveau correct, ils ne participaient pas aux échanges internationaux entre chercheurs de haut niveau. Et cela était bien sûr très dommageable pour les capacités chinoises de lutte contre les virus. Si le virus a pu être identifié à Pékin en premier, le laboratoire pékinois n'a pas réussi à publier le premier cette découverte, faute d'autorisations locales. L'auteur a suggéré que les moyens consacrés à la recherche fondamentale en biologie soient augmentés dans la région, et que les laboratoires augmentent leurs collaborations avec l'étranger pour être plus en mesure d'être opérationnels en cas d'arrivée d'un nouveau virus létal.

L'article a été très discuté par les autorités de l'Université. A la suite de ces discussions, « on » a fortement conseillé à Rigas de ne pas publier son article. Travailler en Chine a toujours obligé à accepter des contraintes qui ne seraient pas admises en France.

⁹ François GODEMENT (2020)

¹⁰ Avec des incursions traumatisantes à Hongkong et Toronto, notamment.

Nous avons été surpris par la mise en œuvre d'un véritable confinement à l'époque. En fait, ce confinement semble être parti des unités de résidence, de travail, ou des villages. Ces unités se sont barricadées interdisant souvent tout nouvel accès et toute sortie. Le confinement n'a probablement pas été initialement décidé par le gouvernement central, mais a d'abord été l'œuvre de petites unités dont les responsables avaient très peur (ils savaient que le personnel médical avait une mortalité impressionnante). Comme ces responsables n'avaient aucune confiance dans les discours des autorités nationales, ils ont pris des mesures très vite relayées par la population. Ils ont bloqué les routes (à la Chinoise : en cassant les ponts, creusant des trous, etc...). Les décisions publiques ont pris le relai, sans contredire, ni sanctionner les acteurs de ce sabotage de l'économie au profit de la santé. En fait, nous étions sur une réponse traditionnelle, certains diraient archaïque. Face au risque de l'infection mortelle, on interdisait toute nouvelle entrée d'humains dans chaque unité de vie. En fait, cette méthode s'est avérée très efficace.

Le gouvernement était d'autant plus porté à laisser faire que le coût du blocage était bien moins considérable qu'aujourd'hui. Il y avait beaucoup moins d'échanges de produits et surtout d'hommes entre la Chine et le monde. En tout cas, l'épidémie a été contenue, et une véritable pandémie évitée.

Et l'épidémie, comme généralement le font les épidémies de cette région, s'est arrêtée d'elle-même au printemps...

Les leçons de l'épisode SARS et l'application au Covid19

L'État chinois a tiré des leçons de l'épisode SARS. La Chine a participé, avec l'aide de l'OMS, à la mise en place d'une nouvelle procédure internationale d'échanges d'information pour anticiper les crises à venir. C'est bien la mise en œuvre d'une telle procédure qui a permis à Taïwan notamment, dès décembre 2019, de se mettre en ordre de bataille pour affronter le Covid19.

Comme l'avait suggéré Rigas, une collaboration internationale a bien été ouverte, dès 2003, entre les scientifiques chinois et étrangers en matière de virus et épidémies. Les progrès des scientifiques chinois en la matière ont été visibles, mais l'investissement chinois en biologie n'a pas été si considérable que cela¹¹. La Chine avait d'autres priorités, et investit surtout dans les secteurs qui semblaient plus susceptible d'augmenter sa puissance économique. L'Occident a encore, en matière de virologie, une longueur d'avance sur la Chine.

Malheureusement, pour la Chine, et pour le reste de l'humanité, le plan chinois « épidémies », n'a pas été lancé avant le 21 janvier 2020 en Chine. On ne sait à quel moment l'information est remontée au sommet, car cela demeure secret. On a du mal à croire que le gouvernement central n'ait pas reçu d'alertes dès la première quinzaine de décembre 2019. Les autorités de plusieurs provinces, et le gouvernement central ont d'abord préféré lutter contre les lanceurs d'alerte, plutôt que contre la maladie.

Le 20 janvier tout change et le gouvernement central montre que la Chine a bien un plan et une méthode pour affronter les épidémies. La collaboration scientifique entre laboratoires chinois et étrangers est bien réactivée jusqu'en mars 2020. Malheureusement, cette collaboration a été interrompue par décision centrale chinoise. Elle a tout de même permis aux occidentaux d'apprendre certaines choses.

Les chiffres officiels de la mortalité chinoise liée au Covid19 sont très certainement assez loin de la réalité. J'ai suivi nombre de décomptes, chinois ou étrangers, pour tenter d'évaluer cette mortalité.

¹¹ L'antenne CNRS de Pékin a effectué un suivi des activités scientifiques chinoises sur plus d'une dizaine d'années.

Certains sont partis de l'observation du fonctionnement de crématoires à Wuhan. Nous avons aussi pu avoir accès à des sondages limités concernant les habitants de zones contaminées. Il s'agissait d'estimer la mortalité à partir du nombre de personnes proches décédées, dans l'échantillon. Enfin, nous avons fouillé les statistiques chinoises de mortalité. Il est possible que l'on ait caché les morts Covid19 en les enfouissant dans d'autres rubriques, comme, par exemple les gripes ou autres maladies virales. Nous arrivons à des chiffres qui vont de moins de 5.000, chiffre officiel, jusqu'à un million de morts. Dans l'hypothèse haute (1.000.000 décès chinois), la maladie se traduirait par 10% de mortalité en plus sur l'année 2020¹². Notons bien que si nous ne pouvons croire aveuglement les statistiques officielles, ne sachant pas comment elles sont construites, les chiffres que je donne ici ne doivent pas être considérés comme plus fiables, compte tenu de l'absence de vérification scientifique.

Le confinement de la maladie en Chine a complètement échoué. Les mesures prises ressemblent fortement à celles appliquées au moment du SRAS. Mais, elles ont été mises en œuvre beaucoup moins vite. Il y a dix-sept ans, ce sont les unités de vie qui ont engagé un confinement. Le confinement a commencé par des routes coupées, des villages ou unités fermés sur eux-mêmes. Il s'agissait de décisions plus locales que nationales. Aujourd'hui, les autorités locales ont davantage peur des autorités nationales. Elles hésitent à prendre des décisions qui peuvent leur être reprochées.

Elles ont aussi beaucoup plus de mal à communiquer sur les dysfonctionnements. Et le Covid19 était dysfonctionnel, puisqu'il se comportait de manière inattendue. En gros, les premières mesures que l'on prenait donnaient de mauvais résultats. Il fallait donc transmettre un message du type : « Une maladie est apparue et nous avons pris des mesures inappropriées ». Pour se lancer dans un tel message, il faut avoir confiance dans la compréhension de ceux qui vont relayer, et finalement recevoir l'information. Or, les réactions internes, à tous les niveaux de l'administration, ont consisté à renvoyer la faute sur d'autres échelons. Celui qui communiquait sur son impuissance se mettait immédiatement en danger. Les sanctions sont tombées sur les lanceurs d'alerte et des responsables, auxquels on a attribué, à tort ou à raison, des fautes.

Finalement, le gouvernement central a autorisé un confinement massif de la Chine, du même type que celui qui avait eu lieu dix-sept ans plus tôt. Mais un certain nombre d'erreurs ont été commises. Plutôt que de prendre le risque de donner crédit aux rumeurs, la municipalité de Wuhan n'a pas annulé son événement phare : le plus grand banquet du monde. C'est probablement le départ de la catastrophe de Wuhan. Il a eu lieu alors même que le gouvernement central préparait en secret le confinement général. Mais la peur était déjà à l'œuvre. Ceux qui écoutaient les rumeurs, et pouvaient se mettre à l'abri, ont fui. Le New York Times a pu se procurer les balisages de l'ensemble des téléphones portables des habitants de Wuhan : ces balisages montrent qu'une partie non négligeable de la population a fui Wuhan pour s'installer ailleurs en Chine. Ceux qui en avaient les moyens sont partis hors de Chine. Il est assez probable qu'ils expliquent une bonne partie de la contamination de l'Italie, la France, l'Allemagne et les USA¹³. Puis est venu la mise en œuvre du plan épidémie, lequel est apparu efficace pour lutter contre une épidémie déjà bien installée sur le sol chinois. Mais la pandémie était lancée.

La prédation technologique chinoise

¹² Cette estimation du surcroît de mortalité, ne prend pas en compte les externalités : c'est-à-dire, les décès évités ou causés par les mesures de confinement. On sait que la mortalité liée à la pollution a diminué, comme celle liée aux accidents de la route. Par contre, il est probable que le confinement a pu produire des défauts d'alimentation, ou d'accès au soins qui peuvent avoir augmenté cette même mortalité.

¹³ Pays où la population de nationalité chinoise est parmi les plus nombreuses

Des chercheurs en biologie français ont perdu début mars le contact avec leurs correspondants chinois habituels, ou ces derniers répondent de façon évasive aux demandes d'informations sur leurs avancées. Nos travaux antérieurs, sur les transferts de technologie vers la Chine, nous ont fait supposer que ces pertes de contact se devaient à un diktat du pouvoir central chinois. Et donc, nous avons conclu à une décision nationale chinoise. On peut se demander pourquoi, les chercheurs français hésitent-ils à dénoncer ce blocage ? Simplement, parce qu'ils tiennent à maintenir les relations personnelles avec leurs collègues chinois. En effet, toute personne qui travaille avec des chercheurs chinois sait, que lorsque ces derniers paraissent vous éviter, c'est un très mauvais service à leur rendre que de leur envoyer des messages, et surtout des preuves d'amitié. En effet, il est possible que ces chercheurs soient critiqués en interne pour une complicité trop forte avec des étrangers, supposés vouloir les espionner. Dans ce cas, toute communication avec un étranger peut alourdir les charges contre eux. Alors, le chercheur français attend des temps meilleurs, qui viendront, ou pas.

En fait, ce qui se passe aujourd'hui dans la collaboration scientifique sur le virus n'est pas différent de ce qu'on a observé dans les échanges technologiques industriels. Il est habituel de voir s'interrompre une coopération internationale scientifique ou technique. L'interruption n'est souvent pas annoncée, elle se fait à bas bruit. Des missions sont suspendues, souvent pour des raisons administratives incompréhensibles. Les correspondants chinois répondent à côté des questions qu'on leur pose, ou ne répondent pas.

Travaillant régulièrement avec des responsables de la politique industrielle chinoise nous a permis de reconstituer le mécanisme de prédation technologique. Un ministère chinois fait le tour des manques technologiques qui constituent des points de blocage. Une fois identifiés, ces points sont communiqués aux laboratoires chinois et aux entreprises publiques ou privées ayant des coopérations avec l'étranger. Dès lors, ces organisations savent qu'elles auront un soutien public si elles engagent des coopérations dans lesquelles ces technologies sont impliquées. Par exemple, une Joint-Venture est constituée avec une société étrangère qui maîtrise une des technologies convoitées. La société étrangère ne peut alors que louer l'efficacité de l'administration chinoise. Tout va très vite, on obtient les autorisations, les crédits. Le partenaire chinois est très accommodant et recrute tous les salariés nécessaires. Il pousse à échanger des informations, et en apporte de son côté. Les perspectives scientifiques et économiques s'annoncent très intéressantes. La société étrangère pense avoir engagé une coopération à long terme, faute de connaître précisément l'élément technologique qui manque à son partenaire. Une fois cet élément acquis, parfois incidemment par le partenaire chinois, la coopération n'a plus d'objet. Les autorisations deviennent plus difficiles à obtenir, la rentabilité pour le partenaire étranger baisse fortement. Il ne peut que constater une difficulté croissante à obtenir de vrais échanges équilibrés. En fait, le gouvernement chinois a obtenu ce qu'il voulait. Dans le meilleur des cas, la coopération devient juste rentable. Assez souvent, le partenaire étranger est traité directement comme un concurrent qu'il faut battre en utilisant tous les moyens pour se faire : espionnage, copie, dumping, etc.

Les ingénieurs, les chercheurs, voire les responsables d'entreprises qui expérimentent de telles mésaventures n'en font pas une grande publicité. En effet, ils ont cherché à obtenir la confiance de leurs financeurs en tablant sur la fiabilité des liens qu'ils ont construit. Peu à peu, ils ont le sentiment d'avoir été bernés. Ils ont cru, et fait croire à une collaboration qui était un leurre. Comme, la coopération n'est pas formellement arrêtée, ils peuvent garder espoir et continuer à croire en un futur meilleur.

Aujourd'hui, la connaissance du Covid19 et des moyens de le soigner est devenu une technologie stratégique pour le gouvernement chinois. Il n'y a aucune raison qu'il se comporte différemment qu'il ne l'a fait dans des secteurs où il a obtenu des avantages concurrentiels forts comme pour les micro-ondes ou la téléphonie. Tout scientifique, tout laboratoire, qui travaillera sur ce sujet avec des partenaires

chinois doit se douter qu'il fera l'objet d'une tentative de prédation scientifique et technologique et que ces contacts peuvent lui tourner le dos du jour au lendemain.

Un système qui accroît la probabilité d'accidents industriels

L'origine de la maladie est bien chinoise. En décidant de contrôler directement toute information sur son déroulement en Chine et sur les connaissances accumulées par les laboratoires et les équipes médicales chinoises, le gouvernement chinois autorise l'hypothèse selon laquelle ce serait la désinformation qui serait responsable de la transformation de l'épidémie en pandémie. Les informations systématiquement réductrices des conséquences de la maladie n'ont pas incité les pays occidentaux à se préparer à l'arrivée d'une catastrophe sanitaire.

En novembre 2019, nous avons commencé à travailler sur un papier portant sur une augmentation de la probabilité de catastrophes industrielles dans les systèmes à haut risque chinois. Notre raisonnement porte sur les échanges d'informations stratégiques et le traitement des signaux faibles. Cela fait plus de trente ans que je travaille en Chine sur la question du développement industriel. J'ai, pour cela, bénéficié de l'intérêt d'autorités politiques de différents pays, ainsi que de la Chine. Ayant commencé l'approche de la Chine à 40 ans, j'avais perdu le culot de la jeunesse, et surtout une vision manichéenne dans laquelle certains seraient les méchants, et d'autres les bons. Cela m'a permis d'accepter les diktats d'autorités souvent peu respectueuses des droits de l'homme. Je travaillais en Chine sur le développement chinois. Mon travail devait, du fait de mon appartenance au CNRS, bénéficier à la France et au monde entier. Mais bien sûr, les autorités chinoises étaient, d'évidence, les premières intéressées par les quelques avancées que nous pouvions faire sur l'identification des facteurs de développement. Pour moi, le fait de pouvoir discuter avec tous les interlocuteurs de la question sur laquelle je travaillais, était le meilleur moyen de faire avancer une connaissance utile à ce même développement.

La méthode de recherches a progressivement été mise au point par les chercheurs de notre réseau et testée dans une quinzaine de pays aux situations très différentes. Il s'agissait de mettre les acteurs, tous les acteurs, dans l'appareil de recherches même. Donc, il fallait s'assurer que nous travaillions sur une question qui les intéressaient. Maintenir, développer une activité industrielle intéresse les patrons, mais aussi les ouvriers et les pouvoirs publics concernés. Nous les observions, c'est notre travail, et nous nous posions avec eux la question du comment ils en étaient arrivés là où ils étaient. Il fallait pour cela que chaque acteur s'interroge sur les conséquences des choix techniques, économiques et sociaux d'eux-mêmes et des autres acteurs. C'est un débat difficile. Il est parfois utile de le tenir à huis clos pour que la parole soit libre, que des hypothèses audacieuses puissent être lancées, que des résultats soient discutés, avant d'être publiables. Évidemment, il fallait une liberté de parole.

J'ai connu des périodes plus ou moins faciles de ce point de vue. En Chine, la fin de l'année 1989, et l'année 1990 ont été assez difficiles pour notre équipe. Mais, jamais, au cours de ces trente ans, je n'avais rencontré de période aussi dure qu'aujourd'hui. Depuis 2015, peu à peu, les portes se ferment, nos interlocuteurs habituels craignent maintenant de s'afficher avec des étrangers. Les responsables que parvient encore à rencontrer, dans l'industrie, et surtout dans la recherche et l'administration chinoise,

ont peur. Ils sont terrifiés. Le gouvernement central a engagé une purge permanente qui menace tout le monde.

J'ai commencé à travailler sur les conséquences potentielles de cette situation. J'ai été aidé en cela par des membres de mon réseau qui se sont spécialisés sur la gestion des risques industriels. Nous avons l'habitude de regarder les prises de décisions et les échanges d'information qui les précèdent.

Or, de plus en plus souvent, les partenaires étrangers des entreprises chinoises ou travaillant en Chine, se plaignent que les cadres responsables chinois n'osent plus prendre de décision critiquable, ni annoncer de mauvaises nouvelles. Mes amis chinois m'avaient déjà expliqué que, s'ils voient une personne blessée par une autre personne, ils passaient leur chemin, car ils avaient peur que leur compassion passe pour un aveu de culpabilité. Les Chinois, devant un meurtre, vont exiger un coupable. Ils pensent que les autorités doivent fournir un coupable à la vindicte populaire, ou apparaître inefficaces. Le bon samaritain prend le risque de devenir l'accusé par défaut.

Aujourd'hui, ce sont les responsables qui ont peur d'être pris en défaut. Ils constatent que des collègues sont punis pour des raisons qui ne leur apparaissent pas claires. Ils se demandent qui sera le prochain à tomber dans le combat contre la corruption. Les intellectuels se permettaient des discussions très ouvertes dans le huis clos des universités chinoises. Aujourd'hui, il devient osé d'apporter une idée nouvelle, ou une pensée critique, face à un parti qui a décidé qu'il faut penser comme son président. Les réunions des groupes de recherche se transforment en sermons sur la pensée XI Jinping. L'étude de cette pensée constitue déjà la moitié des thèmes de recherches des sciences sociales. Et chaque chercheur, chaque responsable administratif, se doit d'étudier quasiment tous les jours un nouveau texte donné par le gouvernement central, et montrer qu'il a compris.

Nous voyons de plus en plus de réunions où personne n'ose donner d'idée ou d'information qui vont contre ce qui semble les instructions du niveau central. Tout écart de pensée est traqué, et met en difficulté son auteur qui peut perdre des points de statut social. On se tait. Des informations stratégiques¹⁴ ne circulent plus, et donc les systèmes sont moins fiables.

Nous appelons stratégiques des informations dont la diffusion mettrait en difficulté la personne qui l'émet. L'exemple type est celui de la mauvaise manœuvre. Celui qui a fait une mauvaise manœuvre n'a pas intérêt à ce qu'on le sache. Mais, sans échange d'information, la fausse manœuvre risque de ne pas être corrigée. Du fait des recherches, la plupart des organisations à risque ont mis en place des méthodes, des procédures, pour faciliter l'échange d'informations stratégiques. Malheureusement, une organisation trop autoritaire aura tendance à sanctionner l'auteur de la fausse manœuvre, ainsi les responsables qui ne l'ont pas dénoncée ce qui aura pour effet de nuire à ces échanges. Une trop grande mansuétude peut, à l'inverse, pousser les acteurs à se considérer comme intouchables, et donc faire preuve de trop de légèreté. Il s'agit d'un équilibre délicat à trouver. Cet équilibre, nous l'avons vu ébranlé dans différentes organisations chinoises. Nous devrions donc assister à davantage d'accidents industriels. La gestion chinoise de la crise du Covid19 correspond exactement à ce que le mode de gouvernance chinoise actuelle peut provoquer comme accident.

L'hypothèse du laboratoire P4

¹⁴ Sur le rôle des informations stratégiques voir Jean RUFFIER (2006)

L'hypothèse d'un accident dans un laboratoire P4 a été mentionnée très tôt, par des sources venant de plusieurs pays. Le fait que l'épicentre, et probablement l'origine de la maladie, se situent près d'un des rares laboratoires travaillant sur des Coronavirus est bien sûr propre à déclencher les suspicions. On sait aussi que ce type d'accident est possible. Ainsi, depuis 2014, il a été enregistré six fuites de virus de type SARS, comme l'est l'actuel coronavirus. Une fuite s'est produite dans un laboratoire de Taïwan, une autre d'un laboratoire de Singapour et quatre d'un organisme pékinois. Ces fuites n'ont pas eu de conséquences graves. L'hypothèse d'une fuite du P4 n'est pas prouvée. Elle n'a donné lieu à aucun témoignage crédible. Mais, elle se trouve étayée par un certain nombre de faits troublants. Le P4 de Wuhan étant militarisé, si une fuite avait lieu, on en cacherait immédiatement l'origine. La surprenante rapidité du séquençement par un laboratoire chinois s'explique plus aisément si ce laboratoire savait de quel virus il pouvait s'agir. Enfin, si on avait voulu cacher l'origine de ce coronavirus, cela aurait été une bonne idée que de le lier à un marché vendant des animaux domestiques et de animaux sauvages vivants. C'est bien ce qui a été fait, le cas zéro venant du marché a été construit bien après l'apparition des premiers cas. Mais ces présomptions ne font pas preuve.

C'est la gestion chinoise de la crise qui peut être qualifiée d'accident industriel. Si le pouvoir chinois avait toléré l'information sur la maladie naissante, il aurait plus vite compris la gravité de la situation et, plus vite, mis en place le plan prévu pour ce genre de situations. Il est troublant de voir que Taïwan a réagi plus vite, probablement en appliquant des procédures sans attendre la confirmation des autorités de la Chine continentale, dont Taïwan se méfie. Si le régime chinois avait laissé circuler l'information, nous aurions découvert plus tôt à quel point ce virus était dangereux et nous aurions, probablement été mieux armés pour l'affronter. En ne laissant pas circuler l'information, il a créé des distorsions d'information et augmenté la panique. D'où le fait que tant de personnes aient fui la Chine. Il s'agit bien d'un accident. En bloquant l'expression de ses citoyens, le pouvoir chinois a perdu ses propres avertisseurs. Il est à la fois responsable et victime d'un mode de gouvernance qui s'est dégradé ces dernières années. Le retour d'expérience qu'il fera très certainement, devrait lui donner de bonnes raisons de revenir à un mode plus performant. Mais, encore faut-il que des décisions appropriées soient prises.

Le modèle chinois en crise

Aujourd'hui, les chercheurs tendent à avoir un discours positif sur la Chine s'ils veulent travailler en Chine. Un discours critique peut leur valoir l'éviction de leur terrain, et l'éloignement de leurs amis chinois. La Chine fait sa police de la pensée en dehors de Chine, et il est de plus en plus difficile, quand on a besoin de travailler en Chine, de tenir un discours objectif sur ce pays.

Alors, c'est vrai que nous avons à apprendre de l'expérience chinoise en matière de Covid19. Pour cela, il faut que nous ayons accès aux informations nécessaires. Pour ma part, la qualité des informations qui me viennent de Chine sont plus mauvaises que jamais.

Mes collègues chinois sont l'objet d'un bourrage de crâne sur l'excellence de la gestion de la crise par Xi. Ils poussent leurs collègues à demander l'aide de la Chine. Mais la gestion désastreuse de la Chine est en train de mettre à mal le modèle chinois. Ce pays, qui fascine tant, du fait de ses réussites technologiques et économiques indiscutables, essaie aujourd'hui de peser sur les orientations du monde. Il ne peut y parvenir que s'il persuade les autres nations qu'il représente plus une opportunité qu'un danger.

La Chine avait réussi à bloquer chez elles un premier SARS en 2002-2003, elle vient d'échouer à reproduire cette performance. La tâche était probablement plus difficile, la société s'étant fortement urbanisée et modernisée. Mais le gouvernement central chinois a rendu plus compliquée encore la mise en œuvre d'une réponse appropriée à la maladie qui surgissait. Le mode traditionnel de réactions aux épidémies, par interdiction de l'accès des personnes extérieures, qui avait bien fonctionné en 2002-2003, a été bloqué. Les responsables locaux n'ont pas osé prendre d'initiatives. On peut aussi supposer qu'ils aient reçu des instructions gouvernementales. Le modèle alternatif de mise en route du plan « *épidémies* » dès lors que des alertes étaient lancées, aurait dû fonctionner comme un automatisme. Les personnes qui ont cherché à l'appliquer ont été écartées, et souvent durement. La pandémie aurait dû être évitée, mais cet évitement a été empêché.

Nous avons ici tenté de montrer que les évolutions récentes en matière de gouvernance chinoises sont à l'origine de cet échec. Le monde a appris que le manque de transparence des autorités chinoises pouvait déclencher une crise sanitaire mondiale. Un défaut de gouvernance chinoise a joué un rôle clé dans cette catastrophe pandémique. Ce même défaut risque d'entraver le développement industriel chinois, et de déclencher, dans ce pays, d'autres catastrophes.

Il ne nous appartient pas de dire quel type de gouvernement conviendrait le mieux à la Chine, mais on peut souhaiter qu'il y redevienne plus agréable d'y vivre et travailler pour tous ceux qui, Chinois et non Chinois, ont le souci de voir ce grand pays se développer et apporter sa contribution économique, scientifique et culturelle au reste du monde. Tout le monde y gagnerait.

Bibliographie

- Rigas ARVANITIS (2003), "Where is China'SARS research?", ed 中法合作技术工业社会学中心, interdit à la publication, 9 p.
- Katja BANIK (2018), China and the World: Ancient and Modern Silk Road, Vol. 1, No. 4, 1-9 © World Scientific Publishing Company DOI: 10.1142/S259172931850027X
- Marianne BASTID-BRUGUIERE (2020) *La Chine face à l'épidémie de Covid-19*, Canal Académie, <https://www.canalacademie.com/emissions/afel550.mp3> mise en ligne 15/4/2020
- Les Coleman (2006) Frequency of Man-Made Disasters in the 20th Century, *Journal of Contingencies and Crisis Management*, Volume 14 Page 3 - March 2006
- Sidney DEKKER (2018), *The safety anarchist*, Routledge, 219 p.
- Steve DICKINSON (2016); Three Myths of China Technology Transfers, China Law Blog, November 27, <http://www.chinalawblog.com/2016/11/three-myths-of-china-technology-transfers.html>
- Manfred ELFSTROM (2017) Counting contention, *Made in China*, N°4 p 16 http://www.chinoiresie.info/PDF/Made-in-China-4_2017.pdf puis Folio Gallimard, 124p.
- Neil FERGUSON (2020), in Nouvel Obs du 9 avril (<https://www.nouvelobs.com/journaliste/14844/eric-aeschmann.html>)
- François GODEMENT (2020), Coronavirus : « La Chine veut faire oublier qu'elle est à l'origine de la pandémie » Entretien recueilli par François d'Alançon, pour *La Croix* le 24/03/2020 à 11:20
- Evelyne MICOLLIER (2020) Blog l'IRD en lutte 15/4/2020
- Jason OKE, Carl HENEGHAN (2020), Oxford Covid-19 Evidence Service UPDATED 14th April 2020 <https://www.cebm.net/covid-19/global-covid-19-case-fatality-rates/>
- Jean Ruffier (2006), Faut-il avoir peur des usines chinoises ? Compétitivité et pérennité de l'atelier du monde, L'harmattan, Paris, 186 p.
- Jean RUFFIER (2012), China Apparel in Textiles World Values Chains, *Institutions and Economies*, http://ijie.um.edu.my/filebank/published_article/4129/Fulltext2.pdf vol 4, number 3, octobre 2012, pp. 21-40
- WALTER, Jorge y BEZ, Zulema (2019). *De la burocracia a la organización red*. ISBN 978-987-3764-33-2. Lenguaje Claro Editores, Buenos Aires, Argentina. 375 páginas